

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES
RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT
DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Séance du JEUDI 14 DECEMBRE 2017

**LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD – Construction d'un centre multi-accueil petite enfance – P.C n° 057 413 17 V0014 et
A.T n° 057 413 17 V0012 – (Consultation du District Urbain de Faulquemont)**

Situation : Rue de Boulay.

Nature du projet :

Le projet prévoit la construction d'un centre multi-accueil petite enfance.

Description sommaire :

La notice de sécurité et les plans présentent :

- Une activité occupant entièrement le bâtiment en rez-de-chaussée ;
- Un isolement réglementaire par rapport aux tiers ;
- Un effectif de **60 personnes** dont 15 au titre du personnel selon déclaration ;
- Un établissement disposant de **7 sorties** totalisant **11 unité de passage**.

OBSERVATIONS DU RAPPORTEUR

L'établissement est assujéti au Code de la Construction et de l'Habitation. Il est classé en 5^{ème} catégorie de type PE.

Les dispositions fixées par le règlement de sécurité (arrêtés du **25 juin 1980 (articles GN)** et du **22 juin 1990** modifiés) doivent être respectées.

La notice de sécurité jointe au dossier doit être respectée en tenant compte des observations suivantes :

1. Les locaux à risque particulier doivent être isolés des locaux et des dégagements accessibles au public par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. La porte d'intercommunication doit être coupe-feu ½ heure munie de ferme-porte (**Article PE9**) ;
2. Afficher les consignes de sécurité. Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (**article PE 27 § 4 et 5**) ;
3. Le système d'alarme incendie doit être audible en tout point de l'établissement pendant le temps nécessaire à l'évacuation (**Article PE 27**) ;
4. Doter l'établissement d'un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres pour 300 m², avec un minimum d'un appareil par niveau (**Article PE 26 § 1**) ;
5. En cours d'exploitation, l'exploitant devra procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (**article PE 4 § 2**) ;

6. Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel seront notamment reportés les renseignements suivants :
- l'état du personnel chargé du service incendie ;
 - les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
 - les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
 - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux (**Article R.123-51 du CCH**) ;
7. S'assurer que la défense incendie est réalisée par un hydrant garantissant un débit de **60 m³/h** sous une pression comprise entre **1 et 4 bars**, situé à moins de **150 mètres** de l'entrée de l'établissement par voies normales de circulation.

PROPOSITION DU RAPPORTEUR

Le rapporteur propose à la Commission d'émettre un avis **favorable** au projet.

AVIS DE LA COMMISSION

LA COMMISSION EMET UN AVIS

FAVORABLE

DÉFAVORABLE

AU PROJET.

LE PRÉSIDENT,

Sylvain GENY